

*l'Anti*capitaliste

n°794 | 2 avril 2026 | 2 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE



D'après l'affiche *Happy Birthday, Huey P. Newton* '69 de Bill Olive, Los Angeles, 1969.

ZOOM

Iran. Une guerre impérialiste dévastatrice

Page 3

INTERNATIONAL

Palestine. Le 4 avril, les flottilles reprennent la mer vers Gaza!

Pages 4

ARGUMENTS

Fin de la trêve hivernale: intervention de Jean-Baptiste Eyraud du DAL

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec les salariéEs en grève du salon de coiffure du 65 bd de Strasbourg à Paris

Page 8

Édito

Affronter la négrophobie

Par OLIVIER LEK LAFFERRIÈRE

La négrophobie — le racisme anti-NoirEs — est la forme de racisme qui engendre le plus de morts, de violence et d'inégalités.

Ce sont avant tout des NoirEs qu'on fait mourir aux frontières, qu'on enferme dans des CRA, que la police violente, qu'on assigne à la condition de sans-papiers comme aux emplois les plus pénibles, les plus précaires, les moins bien payés... La négrophobie occupe pourtant une place réduite dans le débat public, parce qu'elle est largement naturalisée. Le discours explicitement négrophobe se heurte encore un peu au tabou qui a frappé l'expression ouverte du racisme biologique (mais pour combien de temps?). Pour autant, la très large adhésion aux politiques et pratiques qui en découlent témoigne de la profondeur du consensus négrophobe.

La vague de discours négrophobes suscitée par l'élection de quelques maires noirs souligne que les idéologies raciales subsistent en tant que fond culturel. La fascisation en cours libère désormais leur expression décomplexée. Il suffit qu'un homme noir accède à une portion de pouvoir pour qu'il soit instantanément reconduit à son assignation raciale.

Après une première offensive culturelle — faisant de Bally Bagayoko un «communitariste» ou un «séparatiste» au service de la pègre —, il a ces derniers jours été associé à des animaux, à un chef de tribu primitive, à une menace sécuritaire. Sont ainsi mobilisés les tropes négrophobes les plus structurants : la bestialisation, la sauvagerie et la violence physique. Ces discours donnent lieu à une très large réprobation, mais en trompe-l'œil. De même que les politiciens les plus racistes peuvent s'élever à peu de frais contre des cris dans les stades, les condamnations verbales des expressions les plus crasses de la négrophobie ne doivent tromper personne lorsqu'elles viennent des mêmes qui légitiment la division racialisée du travail, la répression des sans-papiers et la néropolitique des frontières.

Il ne suffira pas d'en dénoncer les expressions les plus outrancières. En la nommant comme telle, en l'identifiant par-delà la diversité de ses manifestations, en la combattant radicalement, il est temps d'affronter la négrophobie.

Bien dit

Le paroxysme de l'extractivisme patriarcal

ROKHAYA DIALLO a réagi à la mort, le 25 mars 2026, de Loana Petrucciani, la première star de la télé réalité en France : « Pendant 25 ans, nous avons collectivement assisté à la descente aux enfers d'une femme exploitée de multiples fois aussi bien par des entreprises, que par des êtres humains. Le paroxysme de l'extractivisme patriarcal. »

À la Une

MOBILISATION La riposte au fascisme et à la militarisation ne doit pas attendre 2027

Droitisation accélérée, banalisation du racisme et marche à la guerre : l'urgence est de reconstruire des mobilisations unitaires pour imposer une alternative — sans attendre 2027.

De manière qui semble irrésistible, la droite et le centre poursuivent leur droitisation. Le RN sort des municipales renforcé dans ses bastions et avec une implantation géographique élargie. L'union des droites est en marche : concrétisée à Nice avec l'élection du fasciste Ciotti, elle apparaît désormais tacitement acceptée tant à LR qu'au RN. Et c'est avec un ancrage à droite, voire très à droite, que les candidatEs issuEs du macronisme ont été éluEs ou ont réalisé de bons scores. De quoi permettre à Attal de déclarer, en toute décontraction : « Il faut très vite que nous nous remettons à parler de la France aux Français ».

En face, la gauche apparaît profondément divisée. D'un côté, un PS prêt à toutes les compromissions pour gérer le système, du refus de la censure à celui d'alliance pour faire battre le RN, en passant par le relais des attaques de la droite et de la macronie contre les antifascistes et LFI. De l'autre, LFI, qui incarne une gauche de rupture en progression, mais qui avance seule et reste focalisée sur l'échéance de 2027.

Contre le militarisme et la fascisation...

Le déferlement raciste suscité par l'élection de Bally Bagayoko à la mairie de Saint-Denis, en région parisienne, illustre l'ampleur de la banalisation des idées racistes. Cette séquence met en lumière la possibilité d'un basculement vers un pouvoir fasciste en 2027, d'autant que d'ici là, des accélérations comme

celle observée après la mort de Quentin Deranque ne sont pas à exclure...

Les attaques contre les travailleurEs et la marche à la guerre se poursuivent : aucune mesure contre la hausse des prix ; remise en cause du 1^{er} Mai ; trois mois de droits au chômage en moins en cas de rupture conventionnelle ; « correction » du budget 2026 avec une rallonge de 8,5 milliards d'euros pour les armées ; hausse du nombre de têtes nucléaires (et secret sur leur nombre) ; mise en chantier d'un sous-marin et d'un porte-avion nucléaire (19 milliards d'euros de commandes en 2025 pour le groupe d'armement Naval Group) ; complicité avec

le génocide à Gaza ; participation à la guerre en Iran (drones et Rafale)...

Très prochainement s'ouvrira la discussion du budget 2027. Elle pourrait faire émerger une large unification politique autour d'un projet de « keynésianisme militaire vert » ou d'« écologie de guerre », prétendant articuler « transition écologique » et militarisation au nom de la « souveraineté énergétique ».

... par des mobilisations unitaires sans attendre 2027

En 2024, le Nouveau Front populaire (NFP) a constitué une avancée, certes d'abord électorale, vers un front politique et social porteur d'une politique de

rupture. Une avancée qui n'aurait sans doute pas été possible sans la mobilisation unitaire massive du printemps 2023 contre l'allongement de l'âge de départ en retraite. Sans fétichiser cette expérience, elle montre néanmoins la force des dynamiques d'unification politique portées par les mobilisations.

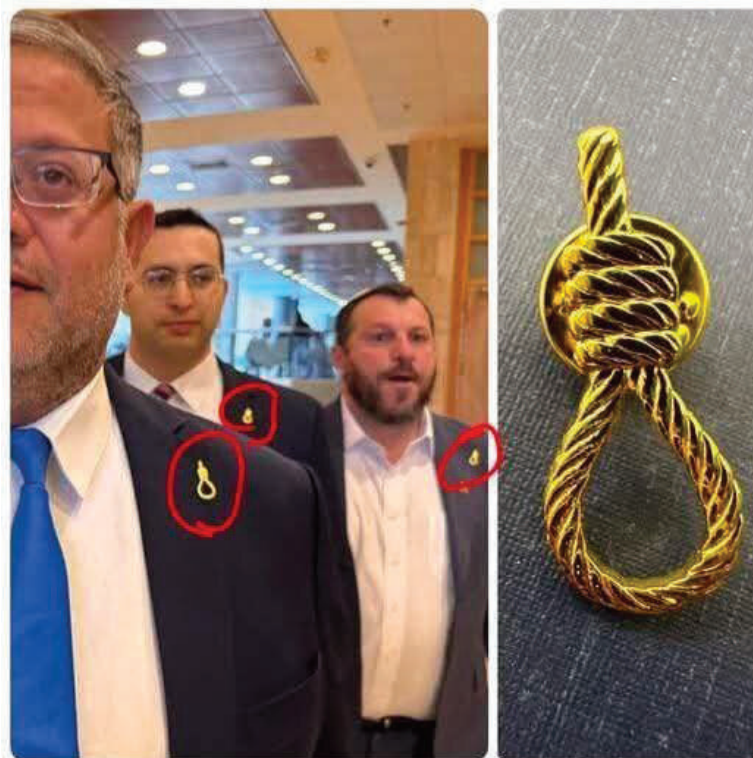
Aujourd'hui, on voit bien combien la fragmentation politique à gauche pèse sur le déclenchement des mobilisations, tandis que leur absence favorise le repli des appareils sur leurs intérêts boutiquiers, avec le risque que la présidentielle capte l'essentiel des énergies et des stratégies. Pourtant, l'unité, sur la base d'un programme de rupture, reste nécessaire et constitue un horizon stratégique à ne pas abandonner. Par ailleurs, rien n'exclut une irruption de type Gilets jaunes ou Bloquons tout face à la dégradation de nos conditions d'existence.

La grève féministe du 8 mars 2026, à l'occasion de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, ainsi que les manifestations antiracistes du 14 mars, ont montré qu'il existe un potentiel de mobilisation. La solidarité avec la Flottille pour Gaza qui part le 4 avril, le 1^{er} Mai comme rendez-vous antifasciste et antimilitariste, ou encore la grande manifestation du contre-G7 à Genève le 14 juin contre la marche à la guerre, sont autant d'échéances à construire dans l'unité la plus large possible. La riposte au fascisme et à la militarisation ne doit pas attendre 2027.

William Donaura



Acturama



L'État colonial israélien n'avait pas besoin d'une nouvelle loi pour tuer les PalestinienEs. Pourtant, lundi 30 mars, le Parlement israélien a adopté une loi instaurant la peine de mort, par pendaison, pour les PalestinienEs — et seulement pour les PalestinienEs.

Pour les PalestinienEs de 1948, qui vivent sur le territoire israélien, la peine de mort s'applique lorsque le meurtre est commis avec « l'intention de nier l'existence de l'État d'Israël ». En Cisjordanie occupée, elle s'applique encore plus largement : « tout résident qui cause intentionnellement la mort d'une personne dans le cadre d'un acte terroriste est passible de la peine de mort ». Une loi raciste, d'apartheid, contraire aux conventions internationales, qui prévoit une application de la peine de mort plus large que dans tout autre pays. Avec la caution des États-Unis. Et la réprobation purement verbale du Conseil de l'Europe et de l'État français. L'absence de sanction vaut complicité.

Sur la photo, on voit Itamar Ben-Gvir, le ministre israélien de la Sécurité nationale, arborant un pin's en forme de nœud coulant, en référence à la peine de mort par pendaison.

Montage photo du journaliste palestinien OSAMA ABU RABEE

IRAN Une guerre impérialiste dévastatrice

Pris en étau entre l'agression impérialiste menée par les États-Unis et Israël et la répression de la République islamique, les peuples d'Iran subissent une guerre destructrice aux conséquences sociales majeures.

La guerre impérialiste déclenchée par Trump et Netanyahu contre l'Iran en est à sa cinquième semaine. Selon les états-majors israélien et étatsunien, plus de 30 000 bombes et missiles ont déjà été déversés sur l'Iran.

La population sacrifiée

Les pertes civiles ne cessent d'augmenter : écoles, hôpitaux, universités et zones résidentielles sont visés. Les infrastructures industrielles — raffineries, sidérurgie, cimenteries — sont également frappées, causant de nombreuses mortEs parmi les travailleurEs. L'objectif est d'affaiblir durablement les capacités productives de l'Iran et de le transformer en un État incapable de peser régionalement, au prix d'un effondrement social durable. C'est cette intervention impérialiste dévastatrice qu'applaudissent les monarchistes iraniens. Les peuples d'Iran bombardés s'en souviendront. Parallèlement à sa riposte balistique et au blocage du détroit d'Ormuz, la République islamique d'Iran (RII) intensifie la répression interne : le régime multiplie les arrestations massives, les exécutions et fait peser un climat de terreur sur le pays. En soutien aux forces répressives du régime, ces derniers jours, la milice irakienne Hachd al Chaabi a déployé des hommes sur le territoire iranien. C'est à cette dictature sanglante qu'apportent leur soutien certains réseaux militants campistes, qui pensent que la lutte légitime contre l'ordre israélo-étatsunien dans la

région passe par un alignement sur la RII. Au lieu de construire des convergences entre classes populaires de la région contre les dominations réactionnaires, impérialistes et coloniales, ces campistes opposent les peuples entre eux et se rangent du côté des dictatures.

Quelle fin pour cette guerre ?

Malgré les discours contradictoires de Trump et les dénégations des dirigeants iraniens, les deux camps cherchent désormais à mettre fin au conflit, chacun voulant imposer sa propre version de la « victoire ». Sur le plan militaire, les États-Unis et Israël disposent d'un net avantage. Ils peuvent revendiquer des dégâts importants infligés à l'Iran. De son côté, le régime iranien cherchera à présenter sa survie comme une victoire, malgré ses crises internes. Les États-Unis ont également des raisons économiques de mettre fin à la guerre : perturbation des marchés énergétiques, pressions sur l'économie et montée de l'inflation. Le coût financier de la guerre menée est faramineux pour les États-Unis. En cinq semaines, celui-ci s'élèverait à 50 milliards de dollars. À cela s'ajoute une opposition intérieure à la guerre croissante, avec des mobilisations massives ces derniers jours autour du mouvement « No Kings », des divisions au sein du camp républicain à l'approche des élections. De son côté, la RII est consciente de ses faiblesses : incapacité à soutenir une guerre

longue, manque de cohésion et absence de soutien populaire massif. Le silence de la population tient davantage à la peur qu'à l'adhésion.

Sur le plan diplomatique, des pays comme le Pakistan, la Turquie ou l'Égypte ont proposé des médiations, le Pakistan jouant dernièrement un rôle plus actif.

Dans ce contexte, un scénario prend forme. Les États-Unis et Israël ont laissé en vie Mohammad Bagher Ghalibaf, président du parlement, ancien commandant des Gardiens de la révolution, responsable de la répression sanglante du mouvement étudiant de 1999. Ancien maire de Téhéran, Ghalibaf est un corrompu notoire. C'est avec lui que Trump dit négocier. Ghalibaf fera sans doute des concessions importantes pour maintenir le régime. D'autant que Trump continue de déployer des forces dans la région, et que les menaces d'une incursion terrestre se font de plus en plus précises.

Soutenir la lutte des peuples d'Iran

Dans tous les cas, le régime iranien sortira affaibli de cette guerre, tant militairement que politiquement, mais aussi en termes de légitimité et de contrôle social.

Une fois la guerre terminée, les mouvements sociaux ressurgiront. La société éprouvée par la guerre, la crise et la dictature cherchera à exprimer ses revendications. Ces mouvements sociaux devront s'organiser et se lier les uns aux autres pour ouvrir la voie à une alternative populaire issue de la base. Il est urgent de soutenir la lutte des peuples d'Iran en exigeant la fin de cette guerre impérialiste!

Babak Kia

No comment

On n'est pas dans une tribu primitive

Michel Onfray, en roue libre sur CNEWS le samedi 28 mars, apporte sa pierre à la campagne négrophobe visant Bally Bagayoko, en le comparant à un « mâle dominant ». De plus en plus de voix s'élèvent pour exiger la fermeture de CNEWS, qui participe à la normalisation du racisme le plus crasse et à la fascisation.

Agenda

Vendredi 3 avril, Un printemps anticolonial. conférence d'Olivier Le Cour Grandmaison, Perpignan (66). À 19h, salle du Travailleur Catalan Perpignan (44, avenue de Prades).

Vendredi 3 avril, repas solidaire du Comité de soutien à Tran To Nga, Paris 5^e. À 19h au foyer Vietnam (place Monge), sur réservation (adultes 25€ -enfants 15€) ▶

Samedi 4 avril, réunion publique du NPA-A « Les élections sont passées, qu'est-ce qu'on fait maintenant ? », Orléans (45). À 17h, salle des Chats-Ferrés à Orléans.

Samedi 4 avril, rassemblement populaire, citoyen, contre le racisme, les discriminations et la haine de l'autre, Saint-Denis (93). À 14h, devant la mairie de Saint-Denis. Organisé suite aux attaques racistes subies par le maire de Saint-Denis et Pierrefitte, Bally Bagayoko.

Mardi 7 avril, projection-débat autour du documentaire Guerre en Ukraine, les combattants anti-autoritaires, Montpellier (34). À 18h 30, 14, rue du Commerce. En présence des réalisateurEs Manon Boltansky et Nico Dix.

Vendredi 10 avril, réunion publique pour l'arrêt de la guerre en Iran et au Moyen-Orient, Paris (75). À 19h, Bourse du travail, salle Varlin, 3, rue du Château-d'Eau, Paris 10^e. À l'initiative de la CGT, FSU, Solidaires et Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran.

Vendredi 10 avril, réunion publique du NPA-A « Unitaires, antifascistes: comprendre pour agir » avec Ugo Paletha, Rennes (35). À 19h 45, Le Grand Cordel MJC, 18, rue des Plantes, métro B Joliot-Curie.

Lundi 13 avril, Centre d'études marxistes « Gramsci et l'hégémonie », avec Stéphanie Prezioso et Yohann Douet, Montreuil (93). À 19h, 2, rue Richard-Lenoir, métro Robespierre.

ÉCOLOGIE Coût du carburant, quelles réponses écosocialistes ?

La guerre alimente les profits des groupes fossiles tout en aggravant la crise écologique et sociale. Face à l'explosion des prix et à la dépendance organisée au tout-pétrole, il est urgent d'imposer des mesures immédiates tout en engageant une rupture avec le capitalisme fossile.

Pour aller travailler, accompagner les enfants, se soigner, faire ses courses... pour beaucoup, aujourd'hui, la voiture n'est pas un luxe mais une contrainte, et chaque hausse du carburant rogne un peu plus des budgets déjà serrés.

La guerre, un jackpot pour les criminels climatiques

L'instabilité inhérente à l'économie fossile offre de magnifiques opportunités de surprofits aux groupes pétroliers. Quand, comme c'est le cas aujourd'hui, les approvisionnements sont fortement perturbés, voire interrompus, les prix s'envolent. Mais les réserves préexistantes, acquises avant l'augmentation, sont vendues au prix fort. Une occasion en or (en dollars !) pour les capitalistes fossiles ! Dans le même temps, l'augmentation des prix des carburants frappe durement les budgets, surtout ceux des plus modestes. Pour échapper à ce piège, il y a urgence à imposer des mesures immédiates pour alléger les conséquences, qui sont d'autant plus lourdes que les revenus sont faibles, que les salaires n'augmentent quasiment pas et ont même diminué en termes réels depuis 2020.

VA-T-ON DEVOIR SE PASSER D'ESSENCE POUR SE DÉPLACER ?



Le meilleur carburant est celui qu'on ne brûle pas

D'abord, une évidence, mais toujours bonne à rappeler, le carburant le moins cher et le moins polluant est celui qu'on ne brûle pas. Dans l'immédiat, il faut exiger partout la gratuité des transports publics, comme au moment des pics de pollution. Imposer, dans les entreprises et les administrations, des mesures, comme l'extension du télétravail, des navettes d'entreprises... décidées et mises en place avec et sous le contrôle des salariéEs pour répondre à leurs besoins. D'autres mesures peuvent réduire les transports routiers

qui occupent une place croissante : la réduction de la vitesse, en particulier sur les autoroutes, des interdictions ciblées de la circulation des camions... Au-delà de ces mesures d'urgence immédiates, il est indispensable de réorienter la politique des transports, qui vise la réduction drastique de la circulation des voitures et des camions : arrêt de tout nouveau projet de routes, le réseau routier est suffisant, priorité aux transports collectifs utiles aux déplacements quotidiens et au fret ferroviaire et fluvial, relocalisation des productions au plus près des lieux de consommation.

Bloquer les prix en prenant sur les profits

Mais nombreux sont ceux qui ne peuvent échapper à la pompe à essence, quel que soit le prix affiché, aussi élevé soit-il. Le modelage et l'organisation du territoire par le tout-automobile et le manque de transports collectifs contraignent à utiliser la voiture individuelle quotidiennement.

Si le blocage des prix, en prenant sur les profits des groupes pétroliers, s'impose comme mesure immédiate, il doit être associé à l'exigence de transparence sur leurs comptes et du contrôle de la distribution et des stocks par les salariéEs et les usagerEs.

Criminels climatiques, criminels impérialistes

Le capitalisme fossile, qui est le principal responsable de la crise écologique, est au cœur des guerres d'agression impérialistes, du Venezuela à l'Iran. Contre les pétroliers Total et autres... plus que jamais, ce qui est à l'ordre du jour, c'est de les désarmer, de leur retirer leur pouvoir de vie et de mort, de les exproprier. Tant qu'ils en auront le pouvoir, ils extrairont jusqu'à la dernière goutte de pétrole, miette de charbon, molécule de gaz, en semant la guerre aux peuples et au vivant ! Seule la socialisation de ce secteur permettra de reprendre la main, de laisser les fossiles dans le sol. **Commission nationale écologie**

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur **L'Anticapitaliste.org**

L'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction : redaction@npa2009.org

Diffusion : diffusion@lanticapitaliste.org

Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN : 2269-3696

Commission paritaire : 1225-C-93922

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage : 1800 exemplaires

Directrice de publication : Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction : Olivier Lek Lafferrière

Graphisme : Ambre Bragard

Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21 Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

RDC Pour les États-Unis, le profit avant la paix

L'accord de paix entre la RDC et le Rwanda n'a qu'un but: permettre aux entreprises américaines d'exploiter les richesses minières du Congo.

«**C**ela va être un miracle», prédisait Donald Trump à propos de l'accord de paix signé le 4 décembre 2025 par Félix Tshisekedi pour la République démocratique du Congo (RDC) et Paul Kagame pour le Rwanda. À défaut de miracle, six jours plus tard, l'AFC/M23, soutenu par l'armée rwandaise, envahissait Uvira, grande ville du Sud-Kivu. Le «*puissant et détaillé*» accord, selon le locataire de la Maison-Blanche, avait déjà du plomb dans l'aile.

Un accord de paix sans effet

Face à un tel affront, Washington a exigé que les rebelles se retirent d'Uvira, ce qui a été fait en janvier 2026. Cela n'a toutefois pas empêché le gouvernement américain d'adopter des sanctions à l'encontre de quatre officiers supérieurs et de la Rwanda Defence Force, sans que cela ne change grand-chose sur le terrain.

En effet, non seulement la guerre se poursuit, mais elle prend de nouvelles formes avec l'utilisation de drones par les deux camps. Ainsi, Willy Ngoma, porte-parole militaire de l'AFC/M23, a été tué par une frappe aérienne, tandis que les forces rwandaises bombardaient l'aéroport de Kisangani. Cette intensification du conflit avec les drones accroît les dangers pour les populations civiles. Récemment, une employée humanitaire de l'Unicef a été tuée à son domicile dans la ville de Goma.



Exploiter les richesses minières

Trump ne s'intéresse ni à la paix en RDC ni à la situation dramatique des populations. Son objectif est de contrer la présence chinoise dans l'extraction des terres rares et de «*se faire beaucoup d'argent*» grâce au «*Cadre régional d'intégration économique (REIF), une initiative bilatérale novatrice qui libère le vaste potentiel économique de la région des Grands Lacs et crée des opportunités pour le secteur privé américain*», selon la Maison Blanche. Pour cela, il faut sécuriser les zones minières. Les États-Unis ont ainsi œuvré à l'ONU pour que la mission principale de la Monusco soit désormais d'accompagner le processus de paix de Washington. Et, comme on n'est jamais mieux servi que par soi-même, le nouveau dirigeant de la mission onusienne, James Swan, est un diplomate américain. L'idée centrale est de permettre aux entreprises américaines d'exploiter le sous-sol congolais. Un accord a déjà été signé entre KoBold Metals — une entreprise étatsunienne soutenue par des milliardaires de la Tech — et les autorités congolaises concernant le gisement de lithium de Manono, le plus grand du monde. Une seconde phase prévoirait l'exploration d'autres gisements de minerais rares sur le territoire congolais.

Les États-Unis pourraient aussi jouer le rôle de receleurs en achetant le coltan produit par la mine de Rubaya, contrôlée par l'AFC/M23, et exporté illégalement vers le Rwanda. Une telle pratique entérinerait de facto l'occupation de l'est de la RDC par les troupes officielles et officieuses de Paul Kagame.

Paul Martial

PALESTINE Le 4 avril, les flottilles reprennent la mer vers Gaza!

Le 4 avril, plusieurs flottilles humanitaires reprendront la mer depuis Marseille en direction de Gaza. Portée par une large coalition d'organisations, cette initiative vise à briser le blocus imposé par Israël et à affirmer la solidarité internationale face au génocide qui continue.

La guerre impérialiste menée par les États-Unis et Israël en Iran et au Liban, et dans une moindre mesure les élections municipales, ont fait passer au second plan le génocide qui se poursuit à Gaza. Pourtant, la colonisation se poursuit, que ce soit à Gaza ou dans les territoires occupés en Cisjordanie où la violence s'intensifie.

Quelques jours après la commémoration de la Journée de la Terre du 30 mars, en mémoire de la grève générale et des affrontements de 1976 sévèrement réprimés, c'est donc dans ce contexte que ces flottilles humanitaires reprendront la mer, avec plusieurs initiatives conjointes. La solidarité internationale s'organise une nouvelle fois pour tenter de briser le blocus imposé par Israël.

Convergence pour briser le blocus

Une flottille française s'élancera le 4 avril prochain, initiative commune portée par la Global Sumud Flotilla, Thousand Madleens to Gaza, Waves of Freedom et la Flottille française pour la liberté, coalition inter-organisations

rassemblant des organisations politiques, syndicales et des associations. Elle tentera d'apporter de l'équipement médical et du matériel pour contribuer à la reconstruction des moyens de subsistance (pêche, agriculture...) et d'éducation. Des habitantEs de l'Estaque et de tous les quartiers de Marseille,

ainsi que des personnalités et des organisations, ont appelé dans une tribune publiée le 24 mars dernier «*à une mobilisation massive autour de la Flottille*», pensée comme un «*acte de rupture face à l'innommable*». Il s'agit d'un moyen pacifique de dénoncer le génocide et la violence coloniale inouïe s'exerçant contre le



USA No Kings Day: par millions contre la guerre de Trump et sa politique migratoire

Aux États-Unis, huit millions de personnes ont pris part aux 3 300 manifestations «*No Kings*» contre le président Donald Trump et sa politique, défilant dans les 50 États le samedi 28 mars. J'ai moi-même manifesté avec ma famille à Brooklyn, à New York.

Il s'agissait de la troisième mobilisation de ce type, chacune plus massive que la précédente, démontrant l'ampleur du rejet populaire de la présidence Trump. Saint Paul, capitale du Minnesota et ville jumelle de Minneapolis, était le point central de cette journée nationale d'action, en raison de l'exemple particulièrement courageux de résistance populaire face aux actions violentes et illégales de l'ICE (Immigration and Customs Enforcement). À Minneapolis, des agents de l'ICE ont tué deux citoyenNEs, Renee Good et Alex Pretti, en janvier, alors que la ville se soulevait dans des mobilisations pacifiques pour se défendre.

«Regime Change Here Now»

S'exprimant à Saint Paul, Bernie Sanders a déclaré: «*Face à l'occupation sans précédent de cette ville par l'ICE, l'armée intérieure de Trump, cette communauté s'est levée et, avec une solidarité extraordinaire, a riposté et a gagné. Le Minnesota a montré au peuple américain, et au monde entier, ce qu'est la démocratie, ce qu'est l'action militante de terrain, et ce que signifie défendre les idéaux américains de liberté et de justice.*» Sanders a également dénoncé l'oligarchie économique: «*Nous ne laisserons pas ce pays basculer dans l'autoritarisme ou l'oligarchie. Aujourd'hui, nous ne disons pas seulement non à l'autoritarisme de Trump: nous disons non à M. Musk, non à M. Bezos et à M. Zuckerberg... Vous ne pouvez pas tout avoir.*»

Comme toujours, les manifestantEs portaient leurs pancartes artisanales. Un slogan très répandu était: «*No Kings, No War, No ICE*». D'autres proclamaient: «*No Kings,*

No Fascists», ou encore: «*Regime Change Here Now*». Il m'a semblé qu'il y avait moins de drapeaux américains que lors des deux précédentes mobilisations «*No Kings*», peut-être parce que, dans un mouvement devenu massif, les participantEs ne ressentent plus le besoin de prouver leur patriotisme.

Une démonstration de force collective

Cette mobilisation était plus importante, plus dense, plus profonde, plus large. Dans de nombreuses grandes villes, les manifestantEs ont convergé depuis leurs quartiers vers les centres urbains, signe d'une organisation locale en progression. Les syndicats, en revanche, étaient peu présents et la vie quotidienne n'a pas été fortement perturbée. La fonction principale de ces manifestations a peut-être été de donner un visage humain aux sondages qui montrent un recul de Trump et des Républicains. Mais ces mobilisations sont aussi essentielles parce qu'elles permettent à chacunE de s'exprimer et de prendre conscience de sa propre force collective.

Contre la guerre et le racisme

À sept mois des élections de mi-mandat, le mouvement «*No Kings*» a également pris une tournure plus ouvertement électorale, avec la

participation de candidatEs du Parti démocrate venuEs mobiliser un électorat. La plupart des participantEs espèrent voir les Démocrates reprendre le contrôle des deux chambres du Congrès. Selon eux, cela permettrait de mettre fin à la guerre contre l'Iran et de stopper les violences contre les immigréEs.

Les Afro-AméricainEs ne se sont pas mobiliséEs en grand nombre, bien que certainEs responsables noirEs les aient appeléEs à participer. John E. Warren, éditeur du journal *San Diego Voice and Viewpoint*, a écrit: «*Les NoirEs, qui ne sont pas venuEs en grand nombre, doivent sortir et être comptéEs parmi celles et ceux qui manifestent. Nous sommes les victimes de la campagne "No Diversity, Equality and Inclusion" (DEI) lancée par le président contre nos programmes et notre culture... Seule notre participation électorale peut arrêter Donald Trump et ses efforts pour faire des États-Unis un pays semblable à la Russie ou à la Hongrie, avec un pouvoir autoritaire plutôt qu'une démocratie. Nous devons montrer à nos voisinEs et à nos adversaires que nous comptons toujours. Nous votons toujours et nous pouvons encore faire la différence lors de chaque élection. Plus d'excuses: place à la participation, dès ce week-end avec le No Kings Day.*» Les Démocrates pourraient bien reprendre le contrôle du Congrès, mais Trump restera président. La guerre contre l'Iran se poursuit, l'ICE continue ses attaques contre les immigréEs, les prix augmentent: les mobilisations devront donc se poursuivre.

Dan La Botz





© CYRIELLE L. A.

LOGEMENT «À l'approche de la fin de la trêve hivernale, le ministre du Logement veut accélérer les expulsions en France»

Le jeudi 26 mars, la Plateforme logement pour toutes organisait une conférence de presse à l'approche de la fin de la trêve hivernale. L'Anticapitaliste a assisté à cette conférence de presse, et nous rapportons ici l'intervention introductive de **Jean-Baptiste Eyraud** pour l'association Droit au logement (DAL).

«**O**n fait aujourd'hui cette conférence de presse quelques jours avant la fin de la trêve hivernale des expulsions. On la fait ici, sous les fenêtres du ministère du logement, parce qu'on a bien entendu le ministre du logement déclarer qu'il voulait accélérer les expulsions en France, en s'appuyant sur le modèle canadien, qui est un modèle ultra-libéral : les locataires sont expulsés en l'espace de deux mois, les baux peuvent être d'un mois minimum, et le bailleur augmente les loyers au renouvellement du bail ou donne congé à son locataire sans aucun motif. Voilà ce que sont les rapports locatifs au Canada, qui connaissent aujourd'hui une crise du logement très grave.

Les politiques publiques encouragent la cherté du logement

En France, on connaît aussi cette crise et on la voit monter progressivement au fil des années. Malgré les dispositifs de prévention et les différentes mesures qui sont prises, on voit la crise s'aggraver. Elle est la conséquence directe des politiques publiques menées dans notre pays, des politiques publiques qui encouragent la cherté du logement. Alors pourquoi les politiques publiques encouragent-elles la cherté du logement ? Parce que ça rapporte de l'argent dans les caisses de l'État. En 2024, c'est plus de 90 milliards d'euros qui sont rentrés dans les caisses de l'État et des collectivités territoriales, directement liés au logement. Les prix du logement ont augmenté beaucoup plus rapidement que les revenus des ménages, en particulier des ménages modestes.

Le logement cher produit de plus en plus de sans-abris et impacte le pouvoir d'achat des locataires

Les conséquences de ce logement cher sont terribles. D'une part, il produit de plus en plus de sans-abris : on est passé en une quinzaine d'années de 135 000 sans-abris à plus de 350 000 aujourd'hui. Il produit aussi une hausse des loyers qui impacte durement les locataires et leur pouvoir d'achat. Le gouvernement, lui, s'est empressé d'une part de faire monter les prix avec des politiques de défiscalisation en direction du secteur privé, mais d'autre part d'accabler encore davantage les locataires, les mal-logés, les classes populaires. Il a coupé drastiquement dans les APL, réduit quasiment les aides à la personne, et quasiment supprimé les aides à la pierre qui permettent de produire du logement social. Il a allégé les sanctions à l'encontre des municipalités qui ne respectent pas la loi et qui ont moins de logements sociaux que ce que prévoit la loi, c'est-à-dire moins de 25%. Voilà le contexte général, avec aussi des aides fiscales pour encourager l'investissement locatif, donc le logement privé.

Il n'y a pas de mesures pour faire appliquer les lois qui protègent les locataires

Autre élément : il n'y a pas de mesures réelles et efficaces pour faire appliquer les lois qui protègent les locataires, comme l'encadrement des



CHARMAG

loyers. Si cet encadrement n'est pas contrôlé et sanctionné par les collectivités, l'État ne fait rien. De multiples fraudes aux rapports locatifs ne sont pas sanctionnées et dépendent du courage, voire de l'inconscience du locataire qui décide d'attaquer son bailleur. On parle d'inconscience parce que le locataire s'expose à des représailles : congé, expulsion, dès lors qu'il conteste un logement indécemment, un loyer illégal ou une surface erronée. Résultat : pas de contrôle, pas de sanction, et le locataire est laissé seul devant le juge. Il doit saisir un avocat, demander l'aide juridictionnelle. Il y a une paupérisation des locataires en France.

Le gouvernement cherche à autoriser la location de logements jusqu'ici interdits, en sous-sol ou insalubres

Pour les mal-logés, la situation se dégrade aussi. Les règles ne sont pas respectées par de nombreux bailleurs et, de son côté, le gouvernement cherche à autoriser la location de logements jusqu'ici interdits. Le décret dit « marchand de sommeil », annulé en 2024, revient sous une autre forme. On risque de voir à nouveau la possibilité de louer des logements en sous-sol ou insalubres. Pour les sans-abris, les plus précaires, les marchands de sommeil se multiplient : découpe de pavillons, multiplication des lits, loyers exorbitants pour des travailleurs surexploités, notamment dans la livraison ou la restauration. C'est cela la situation : les pouvoirs publics ne veulent plus loger les classes populaires. Ils ont renoncé à le faire pour soutenir le marché privé.

Les pouvoirs publics ne veulent plus loger les classes populaires

Alors comment répondre ? Il y a aussi la hausse des loyers, la baisse de la production de logements sociaux.

Mais les solutions sont connues : arrêter les expulsions. L'expulsion a été multipliée par presque dix depuis 1983 : 3 200 expulsions forcées à l'époque, plus de 30 500 aujourd'hui. Et ce chiffre va encore augmenter. Un décret récent augmente l'indemnisation des bailleurs lorsque le préfet retarde l'expulsion, ce qui incitera à expulser plus vite. D'autres lois plus dures sont attendues, qui vont encore dégrader les rapports locatifs et précariser davantage les populations.

Il faut produire massivement du logement social plutôt que d'aider un marché immobilier en crise

Le logement cher touche désormais aussi les classes moyennes : accéder à la propriété devient presque impossible, se loger dans les zones tendues aussi. Les solutions sont claires : produire massivement du logement social, plutôt que d'aider un marché immobilier en crise.

Suspendre les expulsions, réquisitionner, faire respecter les droits

Aujourd'hui, l'État vient au secours du secteur immobilier avec des cadeaux fiscaux, en mobilisant la Caisse des dépôts et Action Logement pour produire du logement locatif intermédiaire, destiné aux cadres, avec des loyers élevés. C'est l'inverse d'une logique libérale : au lieu de laisser la bulle éclater, on soutient un secteur qui s'est enrichi, parce que l'État tire profit du logement cher. C'est le piège actuel. Les solutions : il faut produire massivement du logement social, suspendre les expulsions sans relogement, réquisitionner les logements vacants, et faire respecter les droits des locataires, des mal-logés et des sans-logis, notamment le droit à l'hébergement. Voilà les principaux points. »

Propos retranscrits par la rédaction

En chiffres

90 milliards d'euros
Recettes liées au logement pour l'État et les collectivités (2024)

43,1 milliards d'euros
C'est le total des dépenses publiques pour le logement (2024), soit 50 milliards de moins que les recettes liées au logement.

1,6% du PIB
C'est l'effort public pour le logement aujourd'hui, contre 2,2% du PIB en 2010.

350 000 sans-abri
En une quinzaine d'années on est passé de 135 000 à 350 000.

30 000 expulsions forcées
Un chiffre annuel qui a été multiplié par 10 en 40 ans.

+ 134% : hausse des loyers (1986-2024)
Alors que sur la même période les revenus nominaux n'ont augmenté que de + 68%.

Les 10% les plus riches détiennent 2/3 des biens locatifs
Le patrimoine immobilier des ménages (2024) s'élève à 9 000 milliards d'euros, soit 61% de la richesse totale. Seuls 12% des ménages possèdent des logements à louer.

3 millions de logements vacants
+1 million depuis 2004.

3 millions de demandes HLM
Un chiffre qui a plus que triplé en 20 ans.

16,5% des loyers couverts par les aides
22,4% avant 2017.

10,6% des locataires du privé consacrent plus de la moitié de leurs revenus au logement

LICENCIEMENTS

Ziegler: liquidation brutale, 1500 emplois sacrifiés

À Saint-Étienne comme dans toute la France, la liquidation de Ziegler France, prononcée le 31 mars, laisse les salariéEs sans perspective. Derrière la « catastrophe économique », les responsabilités patronales sont pointées.

Devant le site stéphanois, comme un peu partout en France, les salariéEs se mobilisaient encore ces derniers jours pour sauver leurs emplois. Mais le verdict est tombé : le tribunal de commerce de Lille Métropole a prononcé la liquidation judiciaire de Ziegler France, entraînant la suppression d'environ 1500 postes.

Sur place, comme ailleurs, l'activité était déjà quasiment à l'arrêt depuis des semaines. « On ne faisait plus rien », résumaient plusieurs salariéEs, confrontés à l'absence de travail, aux retards de paiement et à la perte des clients. À Saint-Étienne, où une trentaine de salariéEs sont concernés, beaucoup n'ont plus d'illusions sur leur avenir, d'autant que retrouver un emploi dans le secteur, souvent après des années de conditions de travail éprouvantes, s'annonce difficile.



Piquet Ziegler à Saint-Étienne. © CGT 42

Le prix des carburants n'explique pas tout
Au niveau national, la décision a provoqué colère et incompréhension. À Tourcoing, des salariéEs ont hué le tribunal, dénonçant des « assassins ». L'avocat du comité social et économique évoque une « catastrophe économique » qui n'aurait jamais dû atteindre une telle ampleur.

Les difficultés de Ziegler France ne datent pas d'hier : perte de contrats, impayés auprès des sous-traitants, instabilité de la direction, activité progressivement arrêtée dans de nombreuses agences. Pour les organisations syndicales, la responsabilité de la direction est clairement engagée. Le tribunal lui-même fixe l'état de cessation de paiement à septembre 2024, bien avant le dépôt de bilan tardif. Si la flambée des prix du carburant liée à la guerre au Moyen-Orient a aggravé la situation, elle ne saurait expliquer à elle seule l'effondrement du groupe. En quelques mois, une entreprise réalisant encore des bénéfices s'est retrouvée à l'arrêt complet.

Les salariéEs sacrifiés

Au-delà du cas Ziegler, c'est toute la crise du transport routier de marchandises qui apparaît en filigrane : concurrence exacerbée, dumping social, dépendance aux coûts de l'énergie. Dans ce contexte, les salariéEs servent une nouvelle fois de variables d'ajustement. Le gouvernement, qui assurait encore récemment « suivre la situation de très près » et chercher des repreneurs, n'a pas empêché la liquidation. Seules deux filiales bénéficient d'un sursis temporaire, laissant planer un espoir très limité.

À Saint-Étienne comme ailleurs, la mobilisation reste pourtant d'actualité. Face à une liquidation éclair et à des responsabilités patronales pointées, la question des indemnités extra-légales devient l'enjeu immédiat. Au-delà, il est temps de mettre en perspective une mobilisation générale contre les licenciements et de rouvrir la question du contrôle démocratique sur les entreprises.

Correspondant

Derrière les discours du ministère sur la « baisse démographique », la réalité est brutale : entre 2000 et 2500 classes vont être supprimées dans les écoles primaires à la rentrée 2026. Une saignée massive qui touche l'ensemble du territoire.

Une hécatombe organisée

Avec 1891 suppressions de postes dans le premier degré (selon le FSU-SNUipp), le gouvernement assume un choix clair : adapter l'école aux contraintes budgétaires plutôt qu'aux besoins des élèves. Pourtant, moins de jeunes devrait permettre moins d'élèves par classe, pour que toutes et tous progressent.

Mais pour Geffray, le ministre de l'Éducation nationale, la baisse démographique doit se traduire directement par des classes en moins. Dans de nombreuses écoles, les classes restent chargées, souvent autour de 28 à 30 élèves, avec une multiplication des niveaux regroupés. Que ce soit dans des centres urbains ou des zones rurales, le constat est le même. Les conditions d'enseignement se dégradent pour les élèves, pour les équipes pédagogiques et pour les familles. Cette politique accentue les inégalités sociales et territoriales. Là où les besoins sont les plus importants, les moyens diminuent. On comprend que, dans ce système d'école publique fragilisée, une partie de la population se tourne malheureusement vers le privé, lui abreuvé par les aides de l'État, renforçant encore la ségrégation scolaire.

Tous les départements sont touchés

Toutes les académies sont concernées, avec en moyenne

ÉDUCATION Rentrée 2026, plus de 2 000 classes supprimées

Le gouvernement a attendu la fin de la séquence municipale pour annoncer ses tristes nouvelles : pour résoudre les problèmes budgétaires, il suffit de diminuer le nombre d'enseignantEs ! La riposte s'organise. L'intersyndicale de l'éducation nationale appelle à une grève le 31 mars. Un premier pas, qui ne doit pas en rester là.



Rassemblement aux Réformés à Marseille le 26 mars pour l'éducation, suivi d'une marche dynamique jusqu'à la DSDEN, avec slogans combatifs : pour l'éducation, pour la Palestine, contre le fascisme et la répression. Forte présence de lycéenEs et collégienEs. © NPA-A

une vingtaine de fermetures par département. À Paris, 172 classes doivent fermer pour seulement 20 ouvertures. Dans des départements déjà sous tension comme la Seine-Saint-Denis (93) ou le Val-de-Marne (94), ces suppressions s'ajoutent à des effectifs déjà élevés et à des besoins éducatifs importants, aggravant des conditions d'apprentissage déjà dégradées et rendant le suivi individualisé toujours plus difficile. Mais cette politique ne se limite pas aux grandes métropoles. Dans des territoires ruraux

comme le Loir-et-Cher (41), les fermetures prennent une autre forme (regroupement d'écoles sur une seule commune), tout aussi lourde de conséquences. Les années récentes ont déjà été marquées par des dizaines de suppressions de classes. Chaque absence d'enseignant (maladie, formation...) entraîne son lot d'enfants au fond de la classe d'unE collègue car il n'y a plus d'enseignantEs remplaçantEs. En Haute-Garonne (31), on compte 170 classes non remplacées par jour. De même, lorsqu'unE AESH

fait défaut sur une école : personne ne peut accompagner les élèves à besoins particuliers. La tendance se poursuit pour 2026. Une seule fermeture peut déséquilibrer toute une école : une structure passe de quatre à trois classes, les élèves sont redistribués, et l'équilibre pédagogique est fragilisé.

Ne pas laisser faire

Les mobilisations se multiplient : parents et enseignantEs occupent des écoles, les syndicats organisent des rassemblements, interpellent les instances et refusent souvent de siéger dans les commissions départementales (CAS) qui décident des fermetures. Dans ce contexte, l'appel à la grève du 31 mars constitue une tentative de coordination nationale. L'enjeu est de dépasser les mobilisations éclatées pour construire un véritable rapport de force, qui continue tout au long des mois d'avril et de mai. Au cœur des revendications : l'arrêt des suppressions de postes et des fermetures de classes.

La suppression de plus de 2000 classes n'a rien d'inéluctable : il faut profiter de la baisse démographique pour repenser en profondeur l'école et ses finalités. **Commission Éducation nationale**

LICENCIEMENTS Prisma annonce le plus grand plan social de la presse magazine

Le couperet est tombé. Le 30 mars 2026, la direction de Prisma Media (GEO, Capital, Télé Loisirs, Simone, ...) a annoncé un Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) d'une violence inédite : 261 postes supprimés, soit environ 40 % des effectifs du plus gros groupe de la presse magazine française. Un véritable carnage pour les travailleurEs, orchestré par l'empire Bolloré.

Ce plan de licenciement, le plus massif de l'histoire de la presse magazine du pays, s'inscrit dans la reprise en main éditoriale du groupe cédé en 2021 au milliardaire réactionnaire, Vincent Bolloré.

Reprise en main éditoriale et purge sociale

En septembre, après le départ de la présidente, Claire Léost, le poste de directeur des rédactions a été confié à Serge Nedjar (déjà patron de CNews) et la présidence du groupe confiée à Gérard-Brice Viret (déjà patron de Canal+), deux des plus proches lieutenants du milliardaire breton, qui annonçaient la reprise en main éditoriale du groupe. Tandis que la direction invoque des difficultés financières induites par des « bouleversements économiques majeurs » (le déploiement de l'IA notamment) pour justifier son plan de licenciements, Prisma Media affiche un résultat opérationnel de + 6 M€ (seul groupe de presse français bénéficiaire en 2025 avec Reworld Media), bien mieux que les 7 M€ de pertes annuelles du JDD News, autre propriété de Bolloré, pourtant pas inquiétée par de quelconques plans sociaux. En deux ans, il s'agit de la troisième vague de départs imposée au groupe, qui comptait près de 900 salariéEs en 2021 lors de son rachat et qui en compterait un peu moins de 400 après ce PSE. Il ne s'agit pas seulement de « cost-killing ». Bolloré importe

ses méthodes : dépecer les collectifs de travail pour imposer sa ligne réactionnaire et identitaire. En réponse, une intersyndicale CGT-CFDT solide s'est constituée afin de mobiliser largement les salariéEs pour faire front commun.

Presse et capitalisme

La situation à Prisma illustre la phase actuelle du capitalisme de presse, qui n'échappe pas à la crise globale que traverse le capitalisme dans son ensemble, et la concentration des médias entre les mains de quelques milliardaires (Bolloré, Arnault, Drahi) doit nous pousser à remettre en avant la question de la propriété privée des moyens de production intellectuelle.

Qu'il s'agisse de l'utilisation de l'IA pour « remplacer » les journalistes ou des discussions autour de la mort annoncée de la presse papier (voire aujourd'hui de la presse numérique), ces discours apocalyptiques sur la dichotomie homme/machine et la « disparition du travail humain » ont pour fonction de faire peur et de déplacer les problèmes. La presse est un relais de l'hégémonie culturelle de la bourgeoisie, mais suppose (dans un capitalisme en crise) d'accepter d'investir dans un secteur sans perspective de rentabilité. Pour ne pas trop y perdre, la bourgeoisie n'a donc pas d'autre option que de resserrer la vis autour de l'intensification



AG des personnels de Prisma à Paris le 31 mars. © RACKHAM

de l'exploitation de la force de travail et de la destruction des cadres d'organisation des travailleurEs au nom de la « maîtrise des coûts ».

Face à cet engrenage délétère, imposons l'interdiction des licenciements, l'expropriation des grands groupes de presse sans indemnité ni rachat, et leur mise sous le contrôle des travailleurEs et des lecteurEs. Seule la fin de la propriété privée des moyens de production intellectuelle garantira une information libre, loin des griffes de la bourgeoisie réactionnaire. Solidarité totale avec les camarades de Prisma ! Pas un licenciement ne doit passer ! **Rackham**

Culture

ESSAI *Le sionisme, une invention européenne. Genèse d'une idéologie, de Sonia Dayan-Herzbrun*

Lux Éditeur, 2025, 128 pages, 14 €.

En 128 pages — format souvent dédié à des projets didactiques — l'auteur s'attache à tracer la constitution du sionisme, qui « est et a toujours été une idéologie coloniale », en tant que substrat intellectuel à la visée expansionniste des actuels gouvernements israéliens génocidaires.

Aux origines très anciennes du sionisme chrétien, qui prônait le retour en Palestine des juifVES afin de les convertir, se sont articulées des perspectives excluant les portées par la bourgeoisie anglaise, réservées aux JuifVES pauvres ayant fui l'Europe centrale. Après tout, Balfour considérait que les JuifVES assimilés (munis de pouvoir, de talent et d'argent) n'étaient pas forcément concernés, il destinait en priorité le projet sioniste « aux Juifs de l'est qui seraient mieux en Palestine qu'à Londres ou à New York où ils vivent en communautés isolées. »

Pour trouver des appuis à son projet, Theodor Herzl va jouer à la fois sur l'antisémitisme latent des pouvoirs de l'Europe occidentale et de la Russie, qui ne sont pas opposés à l'idée de se débarrasser de ces populations encombrantes, mais aussi sur leurs convictions contre-révolutionnaires. Le fait est que nombre de dirigeants et de militants du mouvement ouvrier, socialistes, anarchistes, sont des Juifs. Le sionisme politique s'inscrit alors « dans la vague des mouvements nationalistes qui traversent l'Europe », au moment de la création des États-nations, de l'émergence de cette modalité comme la norme politique de développement du capitalisme en Europe avant la Première Guerre mondiale.

Reste à ancrer le projet — créer un État-nation « occidental » moderne — dans une réalité géographique et politique donnée — celle de la Palestine mandataire — alors qu'auparavant la référence à une terre promise était plutôt mythique. Reste à se doter de la Bible comme arme, en privilégiant une lecture qui en fait un « livre historique fiable [qui] nie le passé de la terre sur laquelle il est censé se dérouler. Toutes les manipulations politiques deviennent alors possibles ». C'est malheureusement ce à quoi nous assistons aujourd'hui.

Claude Moro



► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M° Daumesnil

★ **la-breche.com**

À Lire sur le site



MINI-SÉRIE. *La Voisine danoise*, de Benedikt Erlingsson

CINÉMA *Les rayons et les ombres, de Xavier Giannoli*

Film français, 3 h 19 mn, sortie le 18 mars 2026.

Le titre est tiré d'un poème de Victor Hugo. En résonance frappante avec l'actualité marquée par la fascisation de nos élites politiques, économiques et médiatiques partout en Europe et ailleurs, le réalisateur choisit de revenir sur l'occupation et la collaboration à travers les destins de trois de ses acteurs.

Ici, nulle scène de guerre, peu d'apparitions de la Résistance, pas de tractations chez les politiciENs. Nous sommes centrés sur les personnages réels de Jean Luchaire, patron de presse, social-démocrate dans l'entre-deux-guerres, passé à la collaboration par philo germanisme et pacifisme incohérent ; sa fille Corinne, actrice en devenir à la carrière brisée par la guerre et la tuberculose, entraînée dans les milieux collaborationnistes par son père ; et Otto Abetz, ancien social-démocrate allemand devenu nazi et ambassadeur du Reich à Paris.

Une fresque historique

C'est tout d'abord une fresque historique de 3 h 15, à la réalisation et à la mise en scène épiques, glaçantes et prenantes. À travers des scènes stupéfiantes comme les orgies dans l'ambassade d'Allemagne à Paris, pendant que la population meurt de faim et que la dictature vichyste et l'armée d'occupation traquent opposantEs et JuifVES, nous



sommes plongés dans l'inhumanité et le cynisme absolu des élites, où se rencontrent opportunistes sans scrupule, gangsters, militantEs fascistes (tel Louis-Ferdinand Céline), et bourgeois anticommunistes et revanchards.

Jean Luchaire y est un salaud ordinaire. Décidé à maintenir la publication de son journal collabo à n'importe quel prix, qu'il appelle « des petits arrangements », entre compromis avec des mafieux, acceptation

sans sourciller de la propagande allemande, et tentatives de se dédouaner moralement en offrant des laissez-passez à quelques personnes, pendant qu'il participe de facto à la mort de dizaines de milliers d'autres.

Sans manichéisme ni complaisance

Corinne Luchaire, quant à elle, dont le rôle joué par Nastia Golubeva-Carax crève l'écran, y incarne toute l'ambiguïté d'une fille de collabo : sans pouvoir politique, soumise au sexisme ambiant, mais profitant malgré tout de l'ambiance d'opulence et de jouissance cynique permise par le pillage du pays et l'entente avec les occupants. Et fermant plus ou moins volontairement les yeux sur l'inhumanité des événements autour d'elle, pour mieux prétendre après-guerre qu'elle ne savait rien.

C'est le portrait d'une des périodes les plus tragiques de l'histoire de France qui nous est offert, sans manichéisme, mais sans complaisance ni compassion. Comme le dit Xavier Giannoli, l'histoire a jugé les trois personnages principaux, qui ont été condamnés après la Libération, dont la peine de mort pour Jean Luchaire. Le réquisitoire exceptionnel de Philippe Torreton en procureur est là pour conclure le film de façon magistrale.

Y. S.

Vie du NPA l'Anticapitaliste

CENTRE D'ÉTUDES MARXISTES *Penser les limites du capitalisme*

En présence d'une cinquantaine de personnes, le Centre d'études marxistes (CEM) accueillait le 16 mars dernier les philosophes marxistes Isabelle Garo et Paul Guilibert afin d'analyser le capitalisme contemporain.

Partant du constat que la trajectoire du capitalisme contemporain est écoïcaire et qu'elle menace également la reproduction sociale de l'humanité, les deux penseurEs ont proposé une réflexion sur le franchissement des limites planétaires — une question centrale qui invite à renouveler le débat autour des contradictions du capitalisme.



enfin une étape nécessaire pour agir en faveur de l'émancipation et transformer le monde.

Pour la suite des rendez-vous du lundi, rendez-vous le lundi 13 avril avec l'historienne Stéfanie Prezioso et le philosophe Yohann Douet pour parler de la bataille pour l'hégémonie chez Gramsci. Tout le monde y est le bienvenu.

Correspondante

Travail et environnement

Tous deux ont ainsi cherché à prolonger les analyses de Marx sur la contradiction entre le travail et le capital, en mettant en lumière une seconde contradiction : celle qui oppose la puissance de travail à l'environnement.

Un débat qui, loin d'être purement théorique, met en évidence des enjeux stratégiques majeurs pour affronter notre présent et construire une autre trajectoire historique. Le public, venu nombreux, a été conquis. Pour prolonger la discussion, renvoyons à l'excellent prochain numéro de la revue *l'Anticapitaliste* dans laquelle Isabelle Garo a écrit un article autour des questions abordées lors de la réunion.

Penser pour agir

Depuis un peu plus d'un an, le CEM s'est imposé comme un rendez-vous incontournable pour celles et ceux qui veulent penser pour agir.

Revenir au marxisme et à ses outils, c'est refuser de se laisser enfermer dans un présentisme sans passé ni avenir ; c'est se redonner les moyens d'envisager à nouveau les possibles ; c'est

FORMATION *Un riche week-end de la Commission nationale écologie*

Le week-end de formation et d'élaboration pour la Commission nationale écologie (CNE) a réuni 25 participantEs dans les locaux de Montreuil les 28 et 29 mars, en présence de membres du Comité exécutif.

Un des axes de réflexion était l'énergie. Un travail préalable avait été réalisé sous forme de fiches. Une conception écosocialiste d'un scénario énergétique pose comme préalable les limites planétaires à ne pas dépasser, et impose de partir des besoins pour élaborer démocratiquement et le plus localement possible une planification des énergies à utiliser. Si les fossiles et le nucléaire doivent être stoppés, aucune énergie n'est neutre. La notion du « moindre impact » doit être intégrée à la réflexion (sur les émissions de gaz à effets de serre, la biodiversité, l'eau...), ce qui implique de défendre une décroissance « juste ». Le manifeste écosocialiste de la 4^e Internationale est un point d'appui dans cette réflexion. Un document synthétisera cette élaboration.

Sur la question animale, une réflexion, déjà entamée avec la Commission cause animale en 2024, a été poursuivie. La prise en compte de l'ensemble du vivant a été réaffirmée, dans une société capitaliste qui transforme les relations des humains au vivant et la nature en marchandises. Les notions de sentience et d'émancipation des animaux ont été questionnées sans aboutir à un consensus. Les échanges vont se poursuivre entre les deux commissions.

Sur le militarisme, la CNE est partie prenante de la réflexion du NPA-A et participe à l'élaboration collective d'une brochure sur ce thème. Même en temps de paix, le complexe militaro-industriel détruit l'environnement. Les armes nucléaires, dans le contexte international de tensions et de montée de l'extrême droite, constituent une menace majeure pour le vivant. Nous avons besoin d'un antimilitarisme anti-impérialiste et écosocialiste qui s'oppose à la course aux armements et au militarisme, soutient les résistances anti-impérialistes, y compris armées, défend le démantèlement (en particulier du nucléaire civil et militaire), la redirection (pour les peuples en lutte contre l'impérialisme) et l'expropriation / socialisation du complexe militaro-industriel. La décision a été prise de reprendre l'élaboration d'une position sur la sécurité sociale de l'alimentation, toujours pas aboutie au sein du NPA-A. Sur un plan technique, la commission va tester l'utilisation de Discord afin de diminuer l'usage chronophage et énergivore des mails. Tous ces projets seront suivis lors des visios de la CNE (les premiers lundis de chaque mois de 18 h 30 à 19 h 30).

Commission nationale écologie



GRÈVE « Le patron a abusé de notre confiance parce qu'on est sans papiers, il nous a escroquéEs »

Les salariÉes du salon de coiffure du 65 boulevard de Strasbourg à Paris sont en grève depuis le début du mois de mars avec occupation des lieux pour réclamer le paiement des salaires dus depuis des mois. Entretien, sur le piquet de grève soutenu par la CGT Paris, avec Mamadou, caissier du salon de coiffure depuis 2020 et Mayerima, coiffeuse qui a travaillé au salon entre 2021 et 2024

Pourquoi cette grève ?

Mamadou : La grève a commencé parce qu'il y avait un ras-le-bol qui traînait depuis longtemps. Déjà, 5 ou 6 mois de salaires impayés. Et puis ces 250 € que le patron nous prenait depuis des années, en disant que ça servait pour l'Urssaf, les fiches de paie, avec la promesse de nous régulariser... Mais moi, je n'ai toujours pas de papiers. On est 13 : 4 ont été régulariséEs, 9 non. Pourtant, au départ, il nous avait promis que tout le monde le serait. Lui repoussait toujours : « aujourd'hui, demain... » — sans que rien n'avance.

Mayerima : J'ai travaillé dans ce salon entre 2021 et 2024. J'ai préféré partir. Je cotisais mais il n'y avait pas de congés payés, et les fiches de paie et les contrats de travail n'étaient pas valables. À l'époque, je lui avais demandé une rupture conventionnelle, qu'il a refusée. Il m'a dit de démissionner, mais j'ai refusé. Je commençais à connaître mes droits. Comme j'ai mon fils ici, qui est scolarisé, je me suis concentrée sur ce motif pour obtenir un titre de séjour.

Mamadou : L'Urssaf et l'inspection du travail sont venues et nous ont expliqué que les fiches d'embauche, les contrats... rien n'était conforme. Les déclarations n'étaient pas bonnes, rien n'allait. Ils nous ont appris que la société devait 58 000 € à l'Urssaf, alors qu'on cotisait chaque mois. En fait, il gardait l'argent. Donc tout était faux. Il a abusé de notre confiance parce qu'on est sans papiers, il nous a escroquéEs.

Donc la grève est surtout pour des questions de salaires et de papiers ?

Mamadou : Il y a aussi la maltraitance. Il nous criait dessus, nous parlait mal, et on était exposéEs en permanence à des produits toxiques. Franchement, ce sont des produits dangereux : dissolvants, colorations... À part des gants, on n'avait rien. Pas d'aération non plus. Lui le savait, il disait juste d'ouvrir la porte.

Mayerima : On était dans le salon du matin jusqu'au soir, on faisait des heures sup, on était trop exploitéEs franchement.

Mamadou : On faisait des journées de 8 h 30 à 22 h, du lundi au samedi, parfois même le dimanche. Pas de pause déjeuner, pas de repos, rien. Pas de médecine du travail, pas de congés payés, pas de congé maternité. Trois femmes ont accouché et sont revenues travailler deux ou trois semaines après. Et pendant ce temps, il arrivait vers 16 h ou 17 h, prenait l'argent, puis repartait.



Comment la grève a-t-elle été déclenchée ?

Mamadou : La grève a commencé avec une collègue, Bintu. Elle était en colère parce que le patron lui parlait mal. Elle a demandé une fin de contrat, il a refusé. Elle est partie en pleurant, puis une amie lui a conseillé d'aller à la CGT. C'est comme ça que ça a commencé. Ensuite, ça s'est fait progressivement : une, puis deux, puis trois, puis quatre...

Mayerima : Quand mes collègues ont commencé à se rapprocher de la CGT, elles m'ont contactée pour me demander si moi aussi je cotisais. Ça m'a interpellée, et c'est pour ça que je suis venue rejoindre la grève. Je crois que je suis la seule ancienne à être revenue sur le piquet. Quand je travaillais ici, les conditions étaient très dures. On pleurait souvent, les salaires n'étaient pas corrects, et parfois il ne payait même pas.

Je passe ici tous les jours. J'ai expliqué à mon travail que je participais à la grève, parce que mon ancien patron m'a beaucoup exploitée. Ils ont compris, et du coup je peux venir ici régulièrement.

Je fais partie de cette grève parce que je veux récupérer ce qui m'appartient, ce qu'il a refusé de payer. Mes congés ne m'ont jamais été payés. J'ai travaillé 13 ans avant de pouvoir repartir au pays, et je n'ai pu rester que deux semaines pour voir ma mère et mes enfants. J'ai dû revenir tout de suite travailler, parce que sinon je ne gagnais rien.

Mamadou : C'est la première fois qu'on fait grève. On ne savait même pas comment faire. C'est la CGT qui nous a accompagnéEs, qui nous a appris nos droits, et qui a occupé le lieu avec nous depuis le 3 mars.

Mayerima : Moi, je ne connaissais pas bien la CGT. Je les voyais parfois, mais sans savoir comment ça fonctionnait. J'ai une compatriote syndiquée qui

m'en parlait souvent, elle me disait de venir, d'adhérer... mais j'ai négligé. Aujourd'hui, elle me dit : « tu vois, tu aurais dû ».

Mamadou : Le patron est venu une fois, au 17^e jour. Il est arrivé en menaçant : « vous n'avez pas le droit de faire grève ». Il racontait n'importe quoi. Nous, on lui est tombéEs dessus pour lui demander de nous payer, en le huant : « patron voleur ». Là, il a fui. On a tenu bon, on l'a affronté franchement. Il sait qu'on a raison.

Quelles sont les perspectives ?

Mamadou : Notre objectif, c'est d'abord, être payéEs pour pouvoir vivre et payer nos loyers. Ensuite, être régulariséEs, comme tout le monde. La galère qu'on a vécue, beaucoup de salons la connaissent. Mais la plupart n'osent pas parler. Nous, on a osé. Et d'après la CGT, ça faisait 10 ans qu'ils n'avaient pas eu un conflit comme ça.

Comment vous organisez-vous au quotidien ?

Mamadou : Au quotidien, ce n'est pas facile. Mais après 5 ou 6 ans de souffrance, on ne va pas lâcher. Il y a presque 6 mois de salaires impayés et des années d'extorsion. On en est à notre 25^e jour, et on dort sur place à tour de rôle, avec des militantEs de la CGT. On a mis en place un planning : chaque jour, deux grévistes et trois personnes de la CGT restent sur place. C'est aussi un moyen de pression. Le salon faisait environ 2000 € de chiffre d'affaires par jour. En occupant les lieux, on bloque l'activité. Le but, c'est de le forcer à nous payer ce qu'il nous doit.

Dans le quartier, on reçoit beaucoup de soutien. Des riverainEs, des coiffeurEs viennent nous voir, nous encourager, moralement et concrètement. Les coiffeurEs voisins vivent la même chose. Ils viennent nous voir, poser des questions. Si on gagne, ça leur montrera qu'eux aussi peuvent se lancer avec la CGT. On a aussi reçu du soutien institutionnel. Le maire du 10^e est venue plusieurs fois, elle nous a proposé de nous recevoir. Des députéEs sont passéEs, Ian Brossat aussi.

La semaine dernière, on est allés à l'inspection du travail. Il y a eu des auditions longues, trois à quatre heures, parfois cinq heures. Moi, j'avais des preuves : caisse, caméras, tickets. La dernière audition a eu lieu le 26 mars. Maintenant, on attend la suite judiciaire et pénale, puis on verra comment avancer. La maire a aussi contacté le commissariat et évoqué un soutien à la préfecture pour notre régularisation.

Nous, on veut tenir. Il y a des caisses de solidarité, sur place et en ligne. On a besoin de tout : eau, nourriture... On vit ici, on dort ici. On a commencé le 3 mars, on ne sait pas quand ça va se terminer.

Est-ce que vous souhaitez ajouter quelque chose ?

Mamadou : Le message que je veux faire passer, c'est qu'il faut croire en la justice, croire qu'elle sera rendue. Ce qu'on vit, beaucoup de gens le vivent aussi : des personnes sans papiers, vulnérables, obligées de travailler dans ces conditions. Moi, je l'ai vécu, et ça me fait mal. J'ai des enfants, et pendant longtemps je ne les voyais presque pas. Le soir, je rentrais à 22h, ils dormaient déjà. Le matin, je repartais à 6h, ils dormaient encore.

Mayerima : On remercie la CGT, qui nous a vraiment soutenuEs. Et on veut adresser un message à tous les patrons : que ça serve de leçon. Il faut respecter les employéEs. Exploiter les gens, ne pas les payer, ce n'est pas acceptable. Nous, on veut juste travailler et pouvoir subvenir à nos besoins, pour nos familles, sans être exploitéEs.

Propos recueillis par **Buenaventura Aranburu et Stéphanie (NPA Paris 10^e)**

À Voir sur YouTube



Voir aussi notre reportage vidéo sur notre chaîne YouTube

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

[lanticapitaliste.org](https://www.lanticapitaliste.org)
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/NPALanticapitaliste)
[lanticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)
[Lanticapitaliste1](https://www.facebook.com/lanticapitaliste1)
[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)
[lanticapitaliste](https://www.youtube.com/lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°172-173 est toujours disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion@lanticapitaliste.org

L'image de la semaine

